

## Éditorial

Une opération militaire d'une ampleur inédite des forces armées palestiniennes dirigées depuis Gaza par le Hamas s'est déroulée le 7 octobre dernier, suscitant un débat public d'une grande intensité.

*Contretemps* se rattache à la tradition de la gauche anticoloniale et internationaliste, celle qui a notamment soutenu l'indépendance de l'Algérie. La solidarité de notre revue avec la résistance palestinienne est une constante de sa ligne éditoriale.

Bien sûr, notre volonté de fournir des éléments pour comprendre la signification et la portée de cette opération, ne signifie *en aucun cas* que nous considérons justifiables les crimes de guerre, comme les multiples assassinats et enlèvements de civils perpétrés par le Hamas, pas plus que nous pensons justifiables les innombrables crimes commis par l'État d'Israël qui, régulièrement et depuis des décennies, frappe militairement des populations civiles, tuant par centaines, comme il est en train de le faire chaque jour à Gaza dans le cadre d'une « vengeance » brutale et indiscriminée. Aucun crime de guerre ne peut être justifié, quand bien même il répondrait à d'autres crimes de guerre.

C'est dans cet esprit que nous proposons et continuerons à proposer à nos lecteurs.rices les textes d'information, de réflexion et d'analyses sur la situation actuelle en Palestine. Des textes qui dialogueront entre eux, comme nous l'avons toujours fait pour alimenter les débats stratégiques des gauches radicales.

L'offensive du 7 octobre ne peut être comprise que comme l'un des épisodes de la lutte d'un peuple contre un système colonial en cours depuis trois quarts de siècle. Le processus de dépossession, de désarabisation des lieux et d'expulsion méthodique des Palestiniens de leurs terres a en effet commencé en 1948, avec la création de l'État d'Israël. Depuis, il n'a jamais cessé. Face aux expropriations des biens et des ressources, aux destructions matérielles, humaines et psychiques, aux emprisonnements arbitraires, aux privations et – pour ce qui est de Gaza – aux bombardements répétés, face au projet d'effacement-remplacement de la Palestine, le peuple palestinien résiste continûment, de diverses manières et dans des conditions de violence dramatique, depuis 1948.

Dans ce combat contre l'oppression coloniale, notre position est un soutien à la résistance des colonisé·es pour la libération nationale – ce qui, faut-il le répéter, ne signifie aucunement justification de chacun des actes commis dans le cadre de cette lutte. Chaque vie humaine perdue est une tragédie. Nous sommes convaincu·es que l'issue au conflit israélo-palestinien ne peut émerger que dans la lutte contre le colonialisme, pour la libération de la Palestine. Le système colonial est intrinsèquement violence, destruction et apartheid (la récente qualification des Palestiniens de Gaza d'« animaux humains » par le pouvoir israélien en est une expression), seule sa désintégration peut ouvrir une véritable ère de paix, délivrant à la fois les Palestiniens et Israéliens d'aujourd'hui, qui enfin pourraient vivre ensemble libres et à égalité.

Nous dénonçons le blanc-seing accordé par les pays occidentaux – dont la France – à l'effroyable punition collective infligée par l'État israélien aux 2,3 millions habitants de Gaza. Plutôt que d'exiger un cessez-le-feu immédiat, ils se rendent complices moralement et politiquement (et militairement pour ce qui est des États-Unis et de la Grande-Bretagne) des crimes de guerre israéliens commis en Palestine, et de la probable nouvelle *Nakba* à Gaza.

La rédaction de *Contretemps* web.

\*

**Image : dessin de Naji al-Ali (1937-1987), caricaturiste palestinien.**